



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 14 - SEPTEMBRE 2017

PUBLIÉ LE 27 SEPTEMBRE 2017

## SOMMAIRE

<b>DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES</b>	
Décision portant subdélégation de signature.....	1
<b>DDTM</b>	
Arrêté préfectoral n° 2017-29 relatif à la modification du périmètre de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette.....	3
<b>PREFECTURE</b>	
DCT-BAT	
Arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2017-006 portant modification de la composition de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) de l'Aude.....	9

**DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES**  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DE L'HÉRAULT

334 ALLÉE HENRY II DE MONTMORENCY  
CS 17788  
34954 MONTPELLIER CEDEX 2

## **Décision portant subdélégation de signature**

### **Le Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 décembre 2006 relatif à l'organisation de la gestion de patrimoines privés et de biens privés, modifié par l'arrêté interministériel du 21 décembre 2007 ;

Vu l'arrêté n° DCT-BCI-2017-063 de M. le Préfet de l'Aude en date du 20 mars 2017 accordant délégation de signature à Monsieur Samuel BARREAU, Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de l'Aude,

## **ARRETE**

**Art. 1.** - La délégation de signature qui est conférée à Monsieur Samuel BARREAU, Directeur départemental des finances publiques de l'Hérault, par l'arrêté du 20 février 2017, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, tous les actes se rapportant à l'administration provisoire des successions non réclamées, à la curatelle des successions vacantes, à la gestion et à la liquidation des successions en déshérence dans le département de l'Aude sera exercée par Monsieur Alain CITRON, administrateur général des finances publiques, Directeur Métiers et par Madame Christine MAGNAVAL, administratrice des finances publiques, responsable du pôle Etat-Expertise.

**Art. 2.** - Délégation de signature est accordée aux fonctionnaires suivants :

- Monsieur Patrick MAYNE administrateur des finances publiques adjoint ;
- Madame Annie HU, inspectrice principale des finances publiques;
- Monsieur Franck FOYER, inspecteur divisionnaire de classe normale ;
- Madame Brigitte ADOLPHE, inspectrice ;
- Monsieur Claude PRADEILLES, inspecteur ;
- Madame Sandrine THOMAS, inspectrice ;
- Madame Martine GUILLET, contrôleur principal ;
- Monsieur Grégory LAROCHE, contrôleur ;
- Madame Véronique RUNEL, contrôleur;
- Monsieur Christophe SAYSSAC, contrôleur.

**Art. 3.** - Le présent arrêté abroge l'arrêté du 21 mars 2017.

**Art. 4.** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Montpellier, le 26 SEP. 2017



**Samuel BARREAULT**

**Arrêté préfectoral n° 2017-29**  
**relatif à la modification du périmètre de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de**  
**Marseillette**

Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires,

Vu le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance susvisée,

Vu le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT-BCI-2017-064 du 20 mars 2017 donnant délégation de signature à monsieur Jean-François DESBOUIS directeur départemental des territoires et de la mer,

Vu l'acte d'association du 5 février 1965 constituant l'Association Syndicale Libre de l'Ancien Étang de Marseillette,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 1967 autorisant l'Association Syndicale Libre de l'Ancien Étang de Marseillette,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-11-4503 du 3 juillet 2008 relatif à la mise en conformité des statuts de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette,

Vu la délibération n°2017-13 du Conseil Syndical de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette approuvant l'extension du périmètre pour une superficie de 0,17 % et annexant 2 bulletins de souscription à l'Association Syndicale Autorisée,

Vu l'avis favorable émis par la commune d'Aigues-Vives et la commune de Marseillette,,

Vu les statuts de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette,

Vu l'ensemble du dossier présenté conforme à la réglementation en vigueur,

Considérant que les conditions de majorité fixées par l'article 37 de l'ordonnance susvisée sont remplies,

Considérant les pièces annexées au présent arrêté,

SUR proposition de Madame le secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

Le périmètre de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette est modifié conformément aux documents annexés.

### ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Aude et notifié au président de l'Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette, lequel le notifiera aux propriétaires concernés.

Cet arrêté sera affiché dans la commune d'Aigues-Vives et dans la commune de Marseillette dans un délai de quinze jours à compter de la date de sa publication.

### ARTICLE 3 :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

### ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, madame le Secrétaire Général de la Préfecture et monsieur le Président de l' Association Syndicale Autorisée de l'Ancien Étang de Marseillette, monsieur le maire de la commune d'Aigues-Vives, monsieur le maire de la commune de Marseillette sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CARCASSONNE, le 21 SEP. 2017

Pour le Préfet et par délégation,

  
Le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer

Jean-François DESBOUIS



# ASA de l'ANCIEN ETANG DE MARSEILLELLETTE

Usine Naudy - 11800 MARSEILLELLETTE  
Service administratif : 04 68 48 06 30 - courriel : asa.etang-marseillelette@prestasa.fr  
Service technique : garde des eaux : 06 09 30 97 75



## ASA de l'ANCIEN ETANG DE MARSEILLELLETTE

Usine Naudy - 11800 MARSEILLELLETTE  
Service administratif : 04 68 48 06 30 - courriel : asa.etang-marseillelette@prestasa.fr  
Service technique : garde des eaux : 06 09 30 97 75

### BULLETIN DE SOUSCRIPTION A L'ASA

NOM Prénom : HAIRIE AIGUES-VIVES - Jean-Louis  
Adresse : 3 place de la Trappe CASSEIGNOL  
11200 AIGUES-VIVES Haute  
Tel : 04.68.29.29.20 Mail : maire.us-aiguesvives@wanadoo.fr

Liste des parcelles à souscrire :

Commune	N° Cadastral	Surface cadastrale En ha
Aigues-Vives	B 0809	0,22 39

Par cette souscription, le propriétaire de cette (ces) parcelle(s) adhère aux statuts de l'Asa de l'Ancien Etang de Marseillelette ainsi qu'au règlement intérieur et à toutes les charges et obligations contractées par l'association. Le propriétaire prend connaissance que le droit à l'usage de l'eau et toutes les charges qui en découlent sont inhérentes à la parcelle et la suivent en quelques mains qu'elle passe jusqu'à dissolution de l'association.

Je soussigné, Jean-Louis CASSEIGNOL, demande à souscrire auprès de l'Asa de l'Ancien Etang de Marseillelette les parcelles ci-dessus, pour une surface totale de 0,22 39 ha.

Fait à Aigues-Vives le 12/07/2016  
Signature du propriétaire



DDTM 11 - PREFET  
11 SEP. 2017  
Contrôle de légalité

### Attestation

Je soussigné M. ANTECH Dominique, Président de l'Asa de Marseillelette, certifie que la mairie d'Aigues-Vives, représentée par M. Jean-Louis CASSEIGNOL, a fait une demande d'adhésion à l'ASA pour la parcelle n° B 809 à Aigues Vives.

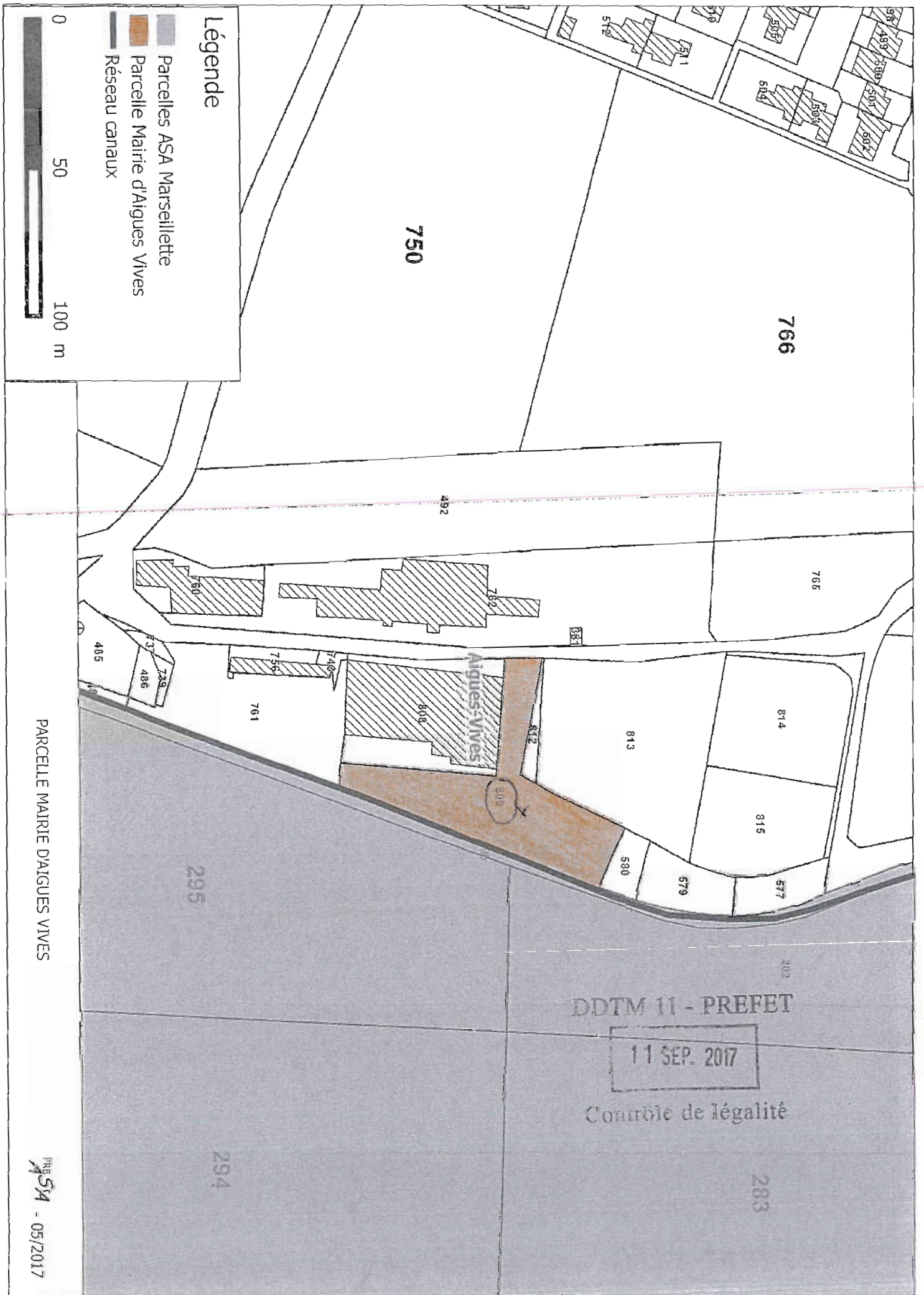
Cette parcelle est en cours d'intégration dans le périmètre syndical.

A faire valoir ce que de droit.

A Marseillelette, le 5 juillet 2016

Le président  
Dominique ANTECH

ASA ETANG MARSEILLELLETTE  
USINE NAUDY  
11800 MARSEILLELLETTE





Usine Naudy - 11800 MARSEILLETTE  
Service administratif : 04 68 48 06 30 - courriel : asa.etang.marseillette@prestass.fr  
Service technique : garde des eaux : 06 09 30 97 75

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION A L'ASA

NOM Prénom : PLOCH TOULYNE  
Adresse : 1 Rue des moulins  
1700 Noua  
Tel: 06 82 94 938  
Mail : ptoch@ccelme.com

Tel: 06 32 19 49 38

Liste des parcelles à souscrire :

Commune	N° Cadastral	Surface cadastrale En ha
ST ERICHOUX	B 0431	1.4710
ST ERICHOUX	B 0432	1.4490

Par cette souscription, le propriétaire de cette (ces) parcelle(s) adhère aux statuts de l'Asa de l'Ancien Etang de Marseillette ainsi qu'au règlement intérieur et à toutes les charges et obligations contractées par l'association. Le propriétaire prend connaissance que le droit à l'usage de l'eau et toutes les charges qui en découlent sont inhérentes à la parcelle et la suivent en quelques mains qu'elle passe jusqu'à dissolution de l'association.

Je soussigné, ..... Philippe Bachelier ....., demande à souscrire auprès  
de l'Asa de l'Ancien Etang de Marseille les parcelles ci-dessus, pour une surface totale de  
..... ha.

Fait à Norx le 26/05/2017  
Signature du propriétaire

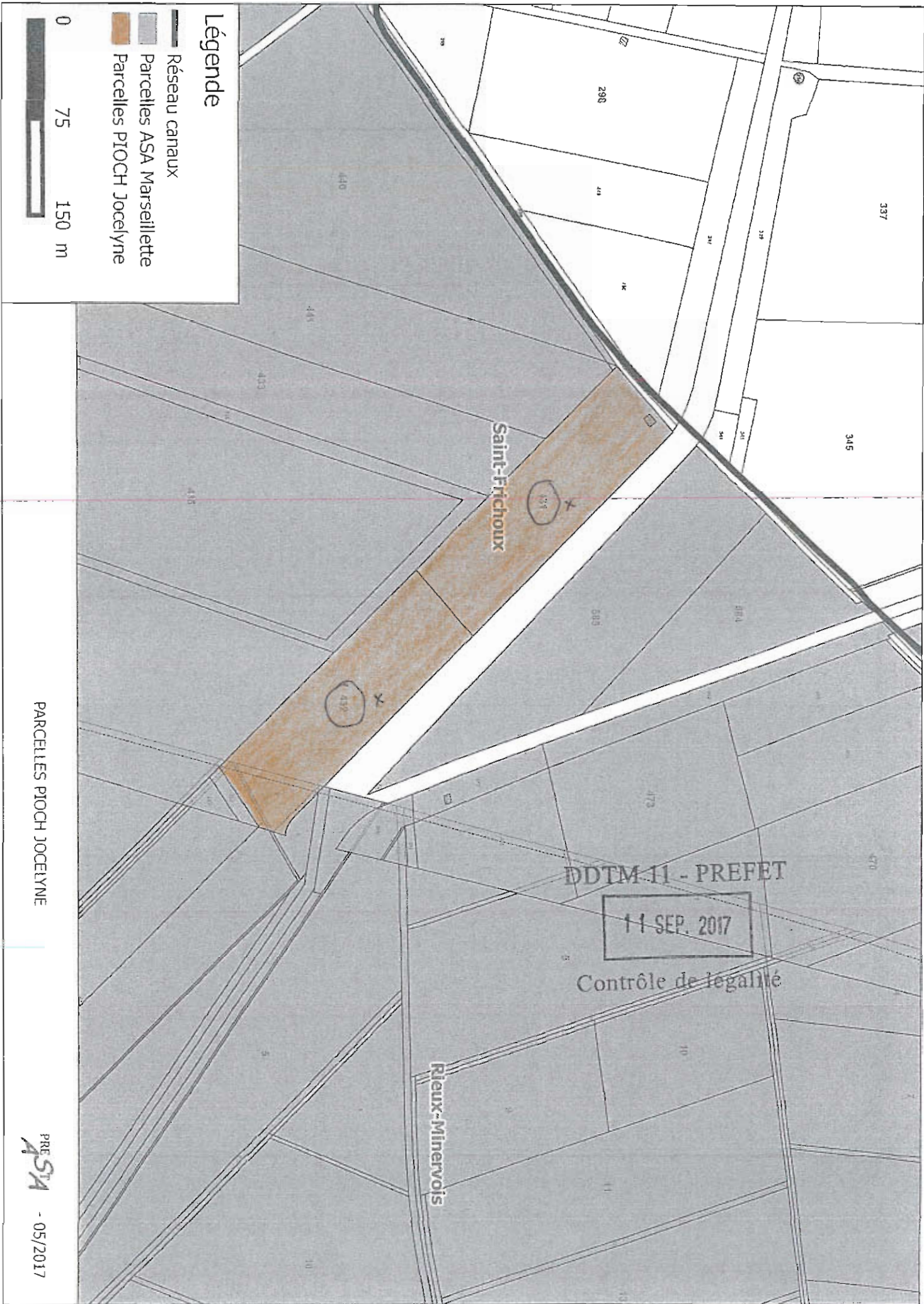
[illegible]

Contrôle de légalité

SEP. 2017

DTM 11 - PREFET

[illegible][illegible]





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

Secrétariat général

Direction des collectivités et du territoire  
Bureau de l'administration territoriale

Arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2017-006 portant modification de la composition de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) de l'Aude

Le préfet de l'Aude,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-42 à L.5211-45, R.5211-19 à R.5211-40 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014157-0001 du 6 juin 2014 portant détermination du nombre de sièges de la commission départementale de coopération intercommunale de l'Aude (CDCI) et répartition des sièges entre les différents collèges ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014157-0002 du 6 juin 2014 relatif à l'élection des représentant des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à la CDCI ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014216-0001 du 28 août 2014 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2015-001 du 15 juin 2015 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2016-001 du 17 février 2016 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2016-002 du 26 février 2016 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° MCDT-INTERCO-2016-327 du 22 novembre 2016 portant extension du périmètre de la communauté de communes de la région lézignanaise Corbières-Minervois par adhésion des communes de Roquecourbe et Saint-Couat-d'Aude ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT/BAT-CL-2016-017 du 23 novembre 2016 portant adhésion des communes de Badens, Barbaira, Blomac, Capendu, Comigne, Douzens, Floure, Marseillette et Monze à la communauté d'agglomération Carcassonne-Aglo ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCT/BAT-CL-2016-021 du 20 décembre 2016 portant fin d'exercice des compétences de la CC Piémont d'Alaric ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral n° SPL-2016-050 du 2 décembre 2016 portant création de la CC du Limouxin par fusion de la CC du Limouxin et de la CC du Pays de Couiza ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° PREF/DCL/BCAI/2016343-0001 du 8 décembre 2016 portant fusion de la CC Salanque Méditerranée et de la CC des Corbières et extension aux communes de Feuilla et Fraissé-des-Corbières au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.5211-27 du code général des collectivités territoriales, les conseillers communautaires d'un EPCI fusionné conservent leur siège dès lors qu'ils sont membres de l'assemblée délibérante du nouvel établissement issu de la fusion ayant son siège dans le département ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.5211-27 du code général des collectivités territoriales, les conseillers communautaires d'un EPCI fusionné, membres de l'assemblée délibérante du nouvel établissement issu de la fusion ayant son siège dans un autre département, perdent leur siège, celui-ci est attribué au premier candidat non élu figurant sur la même liste ;

Considérant que le premier candidat non élu figurant sur la même liste du collège des EPCI à fiscalité propre n'est plus conseiller communautaire de l'un des EPCI à fiscalité propre ayant son siège dans le département, il convient d'attribuer le siège au deuxième candidat non élu figurant sur la même liste ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article du code général des collectivités territoriales susvisées, le siège de M. Michel ARNAL, membre de la CDCI représentant du collège des EPCI à fiscalité propre, est devenu vacant du fait de son décès, celui-ci est attribué pour la durée du mandat restant à courir, et en conséquence des raisons susvisées, au troisième candidat non élu figurant sur la même liste ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aude,

## A R R E T E

### ARTICLE 1 :

L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2016-002 du 26 février 2016 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude est modifié ainsi qu'il suit, pour ce qui concerne **les représentants** du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre :

#### ■ En qualité de représentants des E.P.C.I. à fiscalité propre (17 sièges) :

- communautés d'agglomération (CA)
- communautés de communes (CC)

Jacques BASCOU  
Régis BANQUET  
Philippe GREFFIER  
Francis SAVY  
Cyril DELPECH  
Christophe CUXAC  
Pierre DURAND

président de la CA du Grand Narbonne  
président de la CA Carcassonne Agglo  
président de la CC de Castelnaudary Lauragais Audois  
président de la CC Pyrénées Audoises  
président de la CC de la Montagne Noire  
conseiller communautaire de la CC du Limouxin  
président de la CC du Limouxin

.../...

Jacques HORTALA  
 Claudie MEJEAN  
 Paul GRIFFE  
 Philippe RAPPENEAU  
 Marcel MARTINEZ  
 Alain PEREA

Patricia RUIZ  
 Didier LOZANO  
 Christian REBELLE  
 Philippe CHEVRIER

vice-président de la CC du Limouxin  
 vice-présidente de la CC Piège Lauragais Malepère  
 CC Montagne Noire  
 vice-président de la CA Carcassonne-Agglomération  
 vice-président de la CC Pyrénées-Audoises  
 député de l'Aude, vice-président de la CA du Grand  
 Narbonne  
 vice-présidente de la CC Castelnaudary Lauragais Audois  
 vice-président de la CC du Limouxin  
 vice-président de la CC Piège Lauragais Malepère  
 conseiller communautaire de la CA Carcassonne Agglomération

## ARTICLE 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCT-BAT/CL-2016-002 du 26 février 2016 portant modification de la composition de la CDCI de l'Aude est modifié ainsi qu'il suit, pour ce qui concerne **les suivants de liste** du collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre :

### ■ Collège des EPCI à fiscalité propre :

- communautés d'agglomération (CA)
- communautés de communes (CC).

Alain GINIÈS  
 Philippe PHALIP  
 Alain MAILHAC

Didier RIEU

vice-président de la CA Carcassonne Agglomération  
 conseiller communautaire de la CA Carcassonne-Agglomération  
 vice-président de la CC Région Lézignanaise Corbières  
 et Minervois  
 conseiller communautaire de la CC du Limouxin

## ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 février 2016 susvisé restent sans changement.

## ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aude est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Carcassonne, le **22 SEP. 2017**

Pour le préfet et par délégation,  
 La secrétaire générale,



Marie-Blanche BERNARD